

Évolutions monétaires à Saint-Pierre-et-Miquelon au 31 décembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

En janvier 2015, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse avec 3,5 % pour 2015 contre 3,8 % annoncés en octobre 2014. Cette moindre croissance provient d'une réévaluation des perspectives en Chine, en Russie et au Japon, ainsi que d'un affaiblissement de l'activité dans quelques-uns des principaux pays exportateurs de pétrole du fait de la forte baisse des prix du pétrole.

Dans la zone euro, le PIB en volume a augmenté de 0,3 % en glissement trimestriel, au quatrième trimestre 2014, soit une évolution légèrement plus élevée que prévue initialement. Les projections macroéconomiques de mars 2015, établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, font ressortir une hausse du PIB annuel en volume de 1,5 % en 2015, de 1,9 % en 2016 et de 2,1 % en 2017. Par rapport aux projections macroéconomiques publiées en décembre 2014, les projections de croissance du PIB en volume en 2015 et 2016 ont été révisées à la hausse, reflétant l'incidence favorable de la baisse des cours du pétrole, l'affaiblissement du taux de change effectif de l'euro et les effets des récentes mesures de politique monétaire de la BCE.

Lors de sa réunion du 5 mars 2015, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et -0,20 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE met désormais l'accent sur leur mise en œuvre. Dans le prolongement des décisions prises le 22 janvier 2015, l'achat de titres en euros du secteur public sur le marché secondaire a débuté le 9 mars 2015. En outre, les achats de titres adossés à des actifs et obligations (qui ont démarré l'an dernier) continueront. Ces programmes d'achats devraient être effectués jusqu'à fin septembre 2016 et seront en tout cas réalisés jusqu'à ce qu'un ajustement durable de l'évolution de l'inflation soit observé. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a indiqué que de nombreux effets positifs liés à ces décisions de politique monétaire ont déjà pu être observés : « la situation sur les marchés financiers et le coût des refinancements externes pour l'économie privée ont continué à se détendre, (...). En particulier, les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont considérablement améliorées. De plus la dynamique de la monnaie et du crédit s'est raffermie. » Le Président de la BCE a également précisé qu'« afin de bénéficier pleinement de nos mesures de politique monétaire, d'autres pans de la politique économique doivent apporter une contribution décisive. (...), pour conforter l'investissement, stimuler la création d'emplois et augmenter la productivité, il convient dans plusieurs pays d'accélérer tant la mise en œuvre résolue des réformes des marchés de produits et du travail que les mesures en vue d'améliorer l'environnement économique des entreprises. (...) Les politiques budgétaires doivent soutenir la reprise économique tout en restant conformes au Pacte de stabilité et de croissance. »

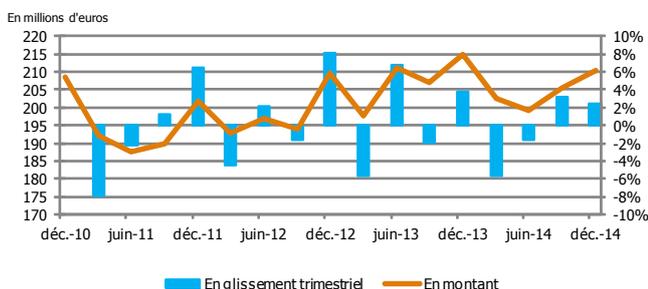
RALENTISSEMENT DES INDICATEURS FINANCIERS

Dans un contexte économique contrasté au quatrième trimestre, l'activité du secteur bancaire connaît un ralentissement, qui se traduit par une faible progression de l'encours sain de crédits (+0,3 % sur trois mois) et une hausse plus contenue de la collecte d'épargne (+2,4 % contre +3,2 % au trimestre précédent). Sur l'année, les financements consentis à l'économie affichent un rythme de croissance plus soutenu que l'année précédente, avec une progression des encours sains de 3,5 % (contre 2,3 % en 2013). Le total des actifs détenus par les agents économiques de l'archipel se contracte, quant à lui, de 2,0 %.

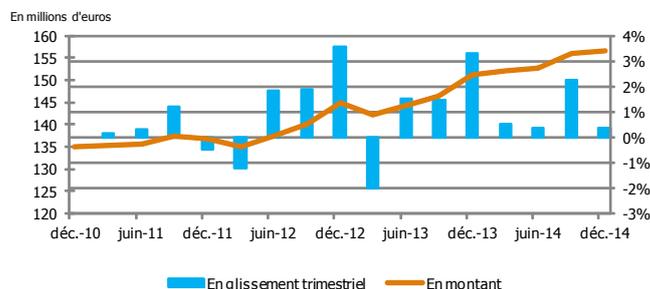
L'évolution des crédits à l'économie est attribuable à une hausse des crédits aux ménages (+1,7 %), qui représentent 60 % du total des actifs, contrebalancée par les baisses cumulées des crédits aux entreprises (-4,5 %) et des crédits aux collectivités locales (-4,0 %).

La croissance de la collecte d'épargne au quatrième trimestre est liée, pour sa part, à l'augmentation de l'ensemble de ses composantes principales : +3,0 % pour les placements liquides et à court terme, +1,3 % pour les dépôts à vue et +2,9 % pour l'épargne à long terme.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT EN DEMI-TEINTE¹

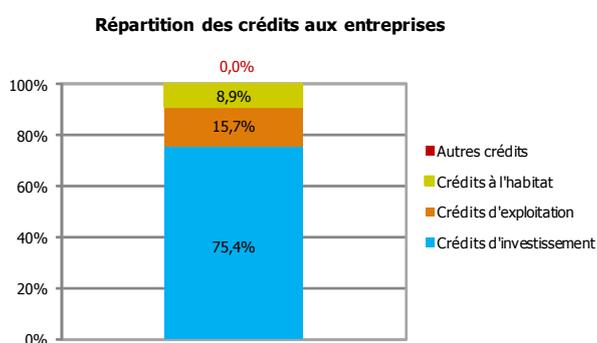
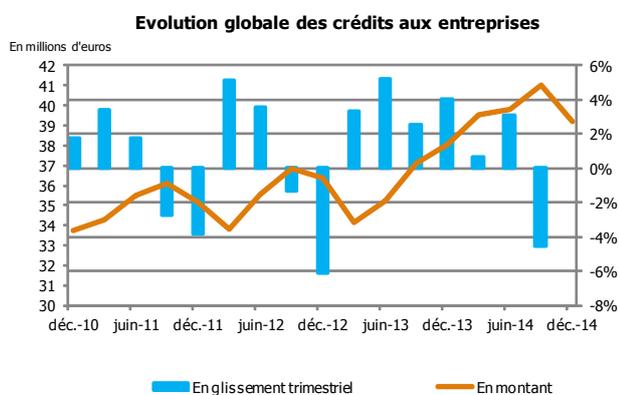
Repli des crédits aux entreprises

Après six trimestres consécutifs de hausse, **l'encours de crédits global aux entreprises** au 31 décembre 2014 enregistre une diminution par rapport au trimestre précédent (-4,5 %) et s'établit à 39,2 millions d'euros. Sur une période d'un an, l'activité de financement aux entreprises reste bien orientée, avec une augmentation de 3,0 % des encours.

Ce repli est principalement lié à une baisse significative des **crédits d'exploitation** sur le trimestre (-36,1 %). L'ensemble des composantes des crédits d'exploitation se contracte : -36,1 % pour les créances commerciales, -28,2 % pour les crédits de trésorerie et -43,6 % pour les comptes ordinaires débiteurs.

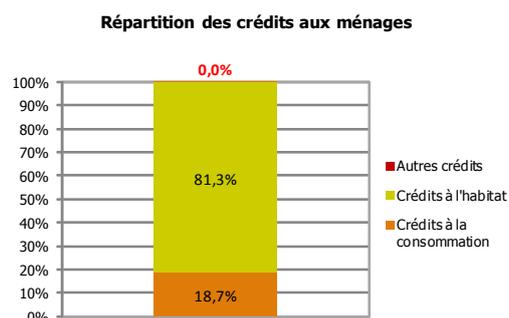
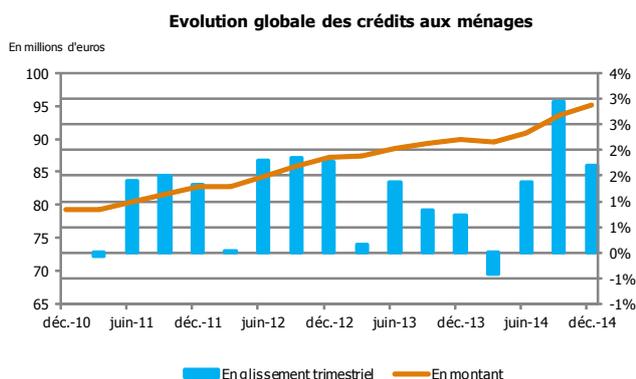
Les crédits immobiliers aux entreprises enregistrent également une baisse par rapport au trimestre précédent (-1,0 %). En glissement annuel, le rythme de croissance reste positif (+3,6 %) même s'il tend de plus en plus à se réduire (+110,3 % au premier trimestre, +54,2 % au deuxième trimestre et +9,0 % au troisième trimestre).

Les crédits d'investissement, qui constituaient le principal facteur de croissance des crédits aux entreprises au cours du troisième trimestre continuent, quant à eux, de progresser (+6,0 %) et s'établissent à 29,5 millions d'euros. Cette tendance se confirme également sur l'année avec une progression des encours de 8,0 %.



Moindre hausse des crédits aux ménages

Au quatrième trimestre, **l'encours sain des crédits aux ménages** continue de progresser, mais à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent (+1,5 million d'euros soit +1,7 % sur le trimestre contre +2,9 % en septembre 2014) pour atteindre 95,1 millions d'euros. En glissement annuel, l'encours croît de 5,7 %.



En résonance avec des indicateurs de consommation des ménages globalement à la baisse au quatrième trimestre, avec notamment un recul des importations de produits alimentaires et des immatriculations de véhicules de tourisme en baisse, l'activité **de crédit à la consommation des ménages** se stabilise (+0,3 % sur le trimestre). Sur un an, elle maintient un rythme de croissance soutenu (+6,7 %).

Les encours de crédits à l'habitat, pour leur part, progressent à un rythme similaire au trimestre précédent (+2,0 %) et s'établissent à 77,6 millions d'euros. Cette tendance se retrouve sur l'année avec une croissance des encours de 5,5 % par rapport à la même période en 2013.

¹ Les données concernant les encours consentis à l'économie ont été revues historiquement à partir du 31/12/2013.

Nouveau recul des crédits aux collectivités

L'encours des crédits aux collectivités locales, qui s'élève à 18,9 millions d'euros, diminue par rapport au trimestre précédent (-4,0 %), ce qui confirme la tendance à la baisse constatée depuis le début de l'année. L'encours des crédits aux collectivités locales ne représente plus que 12,1 % des crédits distribués aux agents économiques de l'archipel. En effet, le recul de ces encours est d'autant plus significatif sur une base d'observation annuelle (-12,0 % sur un an, soit -2,6 millions d'euros).

Légère dégradation du taux de sinistralité

Après une baisse observée tout au long de l'année, l'encours de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) enregistre une légère hausse au quatrième trimestre (+8,2 %), pour s'élever à 6,2 millions d'euros. Cette augmentation se traduit par un taux de créances douteuses s'établissant à 3,8 % (+0,3 point sur le trimestre), qui demeure néanmoins à un niveau très bas.

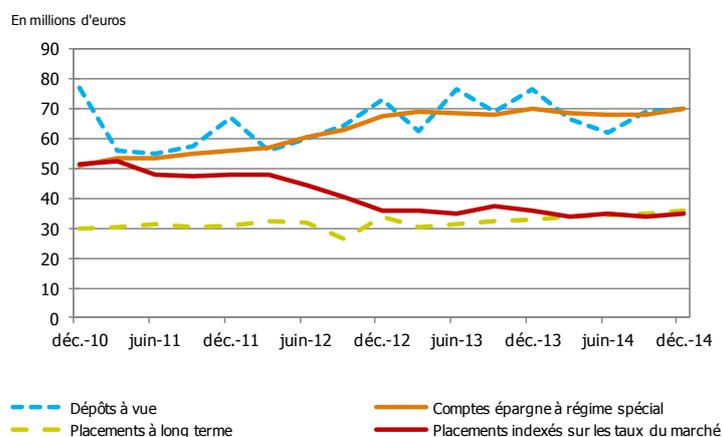
PROGRESSION CONTENUE DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers détenus par les agents économiques de l'archipel atteignent 210,5 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, enregistrant une progression plus contenue que celle du trimestre précédent (+2,4 % contre +3,2 % au troisième trimestre). Sur un an, la collecte d'épargne affiche une nouvelle diminution (-2,0 %).

Cette progression est principalement liée à la hausse de 3,0 % (après -1,0 % au trimestre précédent) des **placements liquides ou à court terme** qui s'élèvent désormais à 104,9 millions d'euros. Cette augmentation touche principalement les ménages (+3,3 %).

Les **dépôts à vue** et l'**épargne à long terme** s'inscrivent également en hausse (respectivement +1,3 % et +2,9 %).

Evolution des principales composantes des actifs financiers



Croissance de l'épargne des ménages

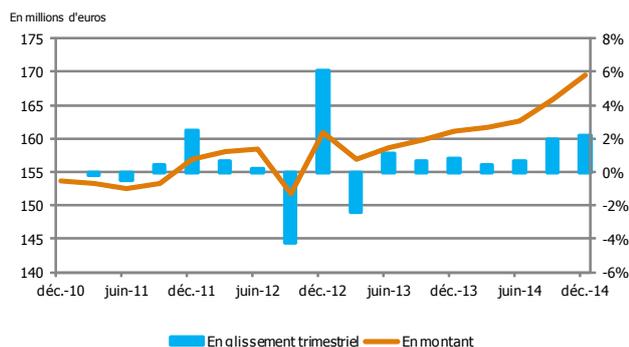
Les **placements des ménages** croissent à un rythme similaire à celui du trimestre précédent (+2,2 %) et s'établissent à 169,5 millions d'euros, soit leur plus haut niveau relevé au cours des quatre dernières années.

La progression des **placements liquides**, qui représentent un peu plus de la moitié de l'ensemble des placements des ménages, constitue le principal facteur de la croissance (+3,3 % sur le trimestre ainsi que sur l'année).

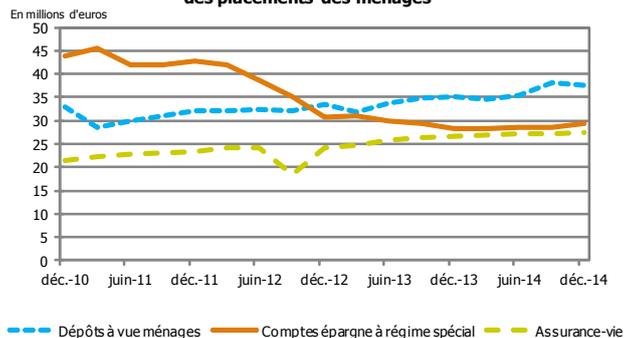
L'**épargne à long terme**, pour sa part, voit son rythme de croissance repartir à la hausse au quatrième trimestre (+2,9 % contre +0,9 % en septembre).

De leur côté, les **dépôts à vue** s'inscrivent en légère baisse (-1,3 % sur le trimestre) après avoir connu un net rebond au troisième trimestre (+10,2 %) et s'élèvent à 37,6 millions d'euros. Toutefois, la progression sur l'année reste soutenue (+7,3 %).

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages

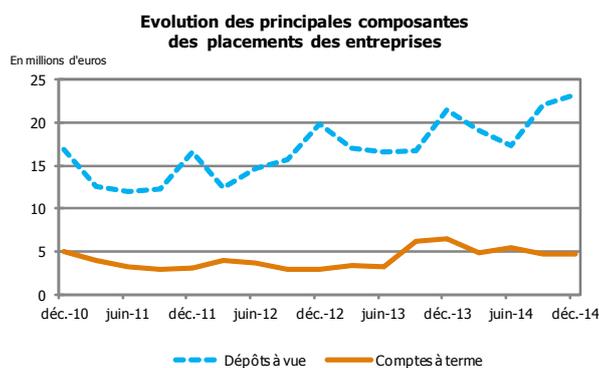
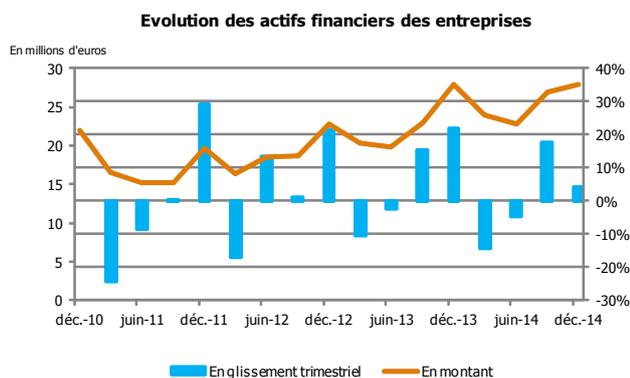


Ralentissement de la croissance des placements des entreprises

Après un premier semestre 2014 de baisse, **les actifs financiers détenus par les entreprises** enregistrent leur deuxième trimestre de hausse consécutive. La hausse observée ce trimestre (+4,0 %) est toutefois nettement inférieure à celle du troisième trimestre (+17,5 %). Sur un an, les actifs financiers des entreprises affichent un léger recul (-0,2 % après +16,9 % trois mois plus tôt) pour s'établir à 27,9 millions d'euros fin 2014.

Cette progression est exclusivement soutenue par le dynamisme des **dépôts à vue** même si leur rythme de croissance tend à ralentir sur le trimestre (+5,2 % contre +27,3 % au trimestre précédent). Ces derniers s'établissent à 23,3 millions d'euros à la fin de l'année 2014, soit leur plus haut niveau depuis 2010.

Les placements liquide, quant à eux, se replie à nouveau, affichant une baisse de 1,5 % sur le trimestre et de 27,8 % sur l'année.



Léger rebond des placements des autres agents

Les placements des autres agents (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages) enregistrent un léger rebond au quatrième trimestre (+1,8 %) après un début d'année 2014 de forte baisse. Cette hausse concerne l'ensemble des composantes principales des placements des autres agents.

Cependant, sur un an, l'encours connaît de nouveau un net retrait (-49,3 %). Cette évolution s'explique essentiellement par un changement de stratégie de placement d'un des opérateurs de la place de Saint-Pierre-et-Miquelon.

MÉTHODOLOGIE

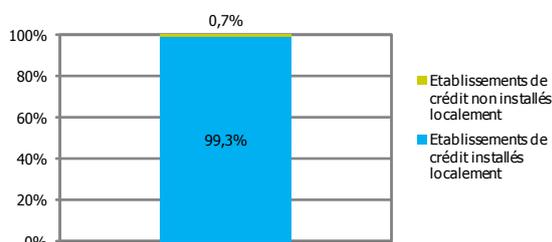
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

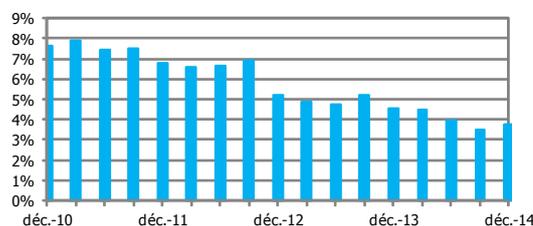
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-10	déc.-11	déc.-12	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	déc.-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	6,9	8,3	10,1	7,3	9,3	9,6	9,6	6,1	-36,1%	-15,8%
<i>Créances commerciales</i>	0,5	2,3	4,5	1,5	2,0	2,4	2,9	1,9	-36,0%	21,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2,9	2,0	2,8	3,4	3,3	3,3	3,2	2,3	-28,2%	-32,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-20,9%	-20,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,5	4,0	2,8	2,3	4,0	3,9	3,5	1,9	-43,6%	-16,3%
<i>Affacturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	26,2	26,1	25,4	27,4	26,8	26,7	27,9	29,5	6,0%	8,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	26,2	26,1	25,4	27,4	26,8	26,7	27,9	29,5	6,0%	8,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1,6	1,3	1,0	1,1	1,1	1,0	1,2	1,1	-9,1%	0,8%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	0,7	0,8	0,9	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	-1,0%	3,6%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	33,7	35,2	36,4	38,0	39,5	39,8	41,0	39,2	-4,5%	3,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	13,7	13,9	15,0	16,4	16,2	17,0	17,5	17,6	0,3%	6,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	13,3	13,5	14,5	15,9	15,8	16,5	17,0	17,2	1,0%	7,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	-26,3%	-25,8%
<i>Crédit-bail</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	-12,7%
Crédits à l'habitat	65,6	68,8	72,3	73,6	73,4	73,8	76,0	77,6	2,0%	5,5%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	79,4	82,7	87,3	90,0	89,6	90,9	93,5	95,1	1,7%	5,7%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	18,6	16,3	17,4	20,6	20,2	19,4	19,0	18,4	-3,2%	-10,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	18,6	16,3	17,4	20,6	20,2	19,4	19,0	18,4	-3,2%	-10,6%
Autres crédits	2,4	1,7	1,3	0,9	0,9	0,7	0,7	0,5	-27,0%	-42,5%
Encours sain	21,1	17,9	20,2	21,5	21,1	20,1	19,7	18,9	-4,0%	-12,0%
Autres agents										
Encours sain	0,9	0,9	1,1	1,6	1,7	1,7	1,7	3,2	94,0%	98,2%
TOTAL										
Encours sain	135,055	136,677	144,965	151,163	151,961	152,537	155,949	156,475	0,3%	3,5%
<i>dont ECNIL</i>	2,184	1,754	1,610	1,829	1,771	1,690	1,518	1,186	-21,9%	-35,2%
Créances douteuses brutes	11,189	9,936	7,917	7,195	7,135	6,272	5,684	6,152	8,2%	-14,5%
<i>dont ECIL</i>	11,164	9,936	7,917	7,195	7,135	6,272	5,684	6,152	8,2%	-14,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	2,839	2,671	2,331	2,275	2,251	2,118	1,650	1,915	16,1%	-15,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	2,373	2,416	2,059	1,974	1,925	1,800	1,378	1,295	-6,0%	-34,4%
<i>(dt) Ménages</i>	0,466	0,256	0,273	0,299	0,324	0,316	0,270	0,618	129,0%	106,9%
Provisions	8,350	7,264	5,586	4,920	4,884	4,153	4,034	4,236	5,0%	-13,9%
Encours brut total	146,245	146,613	152,882	158,358	159,096	158,808	161,633	162,627	0,6%	2,7%
<i>Taux de créances douteuses</i>	7,7%	6,8%	5,2%	4,5%	4,5%	3,9%	3,5%	3,8%	+ 0,3 pt	- 0,7 pt
<i>dont ECIL</i>	7,8%	6,9%	5,2%	4,6%	4,5%	4,0%	3,5%	3,8%	+ 0,3 pt	- 0,8 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	74,6%	73,1%	70,6%	68,4%	68,5%	66,2%	71,0%	68,9%	- 2,1 pts	+ 0,5 pt
<i>dont ECIL</i>	74,8%	73,1%	70,6%	68,4%	68,5%	66,2%	71,0%	68,9%	- 2,1 pts	+ 0,5 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-10	déc.-11	déc.-12	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	déc.-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	21,9	19,7	22,7	28,0	23,9	22,8	26,9	27,9	4,0%	-0,2%
Dépôts à vue	16,9	16,5	19,9	21,5	19,1	17,4	22,1	23,3	5,2%	8,1%
Placements liquides ou à court terme	5,0	3,2	2,9	6,5	4,8	5,5	4,7	4,7	-1,5%	-27,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1%	1,1%
Placements indexés sur les taux de marché	5,0	3,1	2,9	6,5	4,8	5,5	4,7	4,7	-1,5%	-27,8%
<i>dont comptes à terme</i>	5,0	3,1	2,9	6,5	4,8	5,5	4,7	4,7	-1,5%	-27,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Ménages	153,6	157,0	160,8	161,0	161,7	162,7	165,9	169,5	2,2%	5,3%
Dépôts à vue	32,9	32,1	33,4	35,0	34,6	35,3	38,0	37,6	-1,3%	7,3%
Placements liquides ou à court terme	91,1	94,0	93,7	93,2	93,3	93,1	93,2	96,3	3,3%	3,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	47,2	51,3	62,8	64,9	65,1	64,5	64,6	66,8	3,4%	2,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	39,9	42,7	51,9	52,6	52,9	52,4	52,5	54,6	3,9%	3,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	6,9	8,1	10,4	11,8	11,7	11,6	11,6	11,7	0,6%	-0,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	5,7%	-1,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,6%	-77,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	14,1%	2,8%
Placements indexés sur les taux de marché	43,9	42,7	30,9	28,3	28,2	28,6	28,6	29,5	3,1%	4,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	42,8	41,6	29,7	28,0	27,9	28,3	28,3	29,2	3,2%	4,3%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	1,1	1,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	29,6	30,9	33,7	32,8	33,8	34,3	34,6	35,7	2,9%	8,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,8	2,7	4,2	5,8	6,3	6,7	7,0	7,7	10,3%	33,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-18,2%	-34,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,2	4,6	5,2	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	11,4%	2,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	21,6	23,5	24,3	26,5	26,9	27,1	27,2	27,4	1,0%	3,3%
Autres agents	33,1	25,3	26,0	25,7	16,9	13,6	12,8	13,1	1,8%	-49,3%
Dépôts à vue	27,0	18,5	19,5	19,7	12,7	9,2	8,9	9,1	2,1%	-53,8%
Placements liquides ou à court terme	6,1	6,8	6,5	6,1	4,2	4,3	3,9	4,0	1,1%	-34,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,8	4,7	4,7	4,9	3,3	3,4	3,3	3,3	-0,6%	-32,7%
Placements indexés sur les taux de marché	2,3	2,1	1,8	1,1	0,9	1,0	0,6	0,6	11,7%	-44,3%
<i>dont comptes à terme</i>	2,3	2,1	1,8	1,1	0,9	1,0	0,6	0,6	11,7%	-44,3%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,3%	3,3%
Total actifs financiers	208,7	202,0	209,6	214,8	202,5	199,1	205,6	210,5	2,4%	-2,0%
Dépôts à vue	76,8	67,1	72,7	76,2	66,4	61,9	69,1	69,9	1,3%	-8,2%
Placements liquides ou à court terme	102,3	104,0	103,1	105,7	102,3	102,9	101,9	104,9	3,0%	-0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	51,1	56,0	67,5	69,9	68,4	67,9	68,0	70,1	3,2%	0,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	43,6	47,1	56,2	57,0	55,7	55,3	55,4	57,4	3,6%	0,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	7,0	8,5	10,8	12,3	12,2	12,1	12,1	12,2	0,9%	-0,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	5,7%	-1,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,6%	-77,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	14,1%	2,8%
Placements indexés sur les taux de marché	51,2	47,9	35,6	35,9	33,9	35,0	33,9	34,8	2,6%	-3,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	50,1	46,8	34,4	35,6	33,7	34,8	33,6	34,5	2,7%	-3,0%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	1,1	1,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	29,6	30,9	33,7	32,9	33,8	34,3	34,6	35,7	2,9%	8,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,8	2,7	4,2	5,8	6,3	6,7	7,0	7,7	10,3%	33,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-17,9%	-34,3%
<i>dont obligations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,2	4,6	5,2	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	11,4%	2,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	21,6	23,5	24,3	26,5	26,9	27,1	27,2	27,4	1,0%	3,3%